

Contre Attaque Tel est pris qui croyait prendre ... UN HACKER DIVULGUE LES INFORMATIONS PERSONNELLES DE 3000 AGENTS DE POLICE, DE GENDARMERIE ET DES AGENCES DE SÉCURITÉ

– **«J'aime nuire aux policiers et à tous ceux qui pensent pouvoir imposer leur loi» –**

Nous avons raconté il y a deux semaines l'exploit de cette hackeuse allemande déguisée en Power Ranger force rose qui avait piraté un site de rencontres entre néo-nazis. C'est au tour de la police française d'être ciblée par un pirate en ce début d'année. Et le hacker en question a vu large : ce sont près de 3000 agents qui ont été visés. Police, gendarmerie, ministère des armées, ministère de l'intérieur, CNIL, douane, DGSI, DGSE, toutes les agences impliquées dans l'ordre sécuritaire ont été visées.

Nous n'incitons absolument pas à le faire, mais n'importe qui peut à présent retrouver sur certains forums des adresses ou numéros de téléphones de flics si l'envie lui prenait d'y jeter un œil. Ceux qui surveillent se retrouvent ainsi surveillés. Cette pratique rappelle le «copwatching» – qui signifie surveillance de la police, en anglais – **une action militante qui consistait à photographier et retrouver les identités des policiers auteurs de violences**. Cette pratique a été très fortement réprimée en France, où ***l'institution déteste décidément la transparence, et fait tout pour que ses agents ne répondent jamais de leurs actes***. Ce piratage à grande échelle est un «copwatching» 2.0 mené dans l'espace numérique. Il semblerait que la cybersécurité des agences de l'État soit particulièrement nulle.

En fin d'année déjà, des millions de données confidentielles du ministère de l'Intérieur avaient été hackées. Pendant 26 jours, du 9 novembre au 4 décembre, un pirate avait pu se balader tranquillement, les services mettant près de deux semaines avant de réaliser qu'ils avaient été victimes d'une

cyber-attaque. La CAF également a été piratée dans la nuit du 17 au 18 décembre : ce sont près de 22 millions de lignes issues de ses bases qui avaient été dérobées. Début novembre, c'était France Travail qui subissait le même sort. Bref, de l'argent il y en a pour poursuivre les étrangers, mais pas pour sécuriser les données personnelles de la population.

Le pirate dont il est question ici évoque justement les nombreuses brèches et hacks survenus ces derniers mois, qui l'ont aidés à réaliser ce coup. Il n'a plus eu qu'à éplucher les millions de données publiées pour retrouver les chiens de garde de l'ordre sécuritaire. ***Il a expliqué son geste par sa révolte contre les violences policières commises depuis 1986. Il explique : «J'aime nuire aux policiers et à tous ceux qui pensent pouvoir imposer leur loi», et cite le nom des victimes : Malik Oussekine, Zyed Benna, Bouna Traoré, Amine Bentounsi, Rémi Fraisse, Adama Traoré, Nahel Merzouk...***

ON NE SOUHAITE, BIEN ENTENDU, À AUCUN DE CES 3000 AGENTS D'ÊTRE LA CIBLE DE QUELCONQUES MALVEILLANCES.